

COMMUNIQUE

COMITE AULNAYSIEN POUR L'ABROGATION DU NOUVEAU TRAITE EUROPEEN (TSCG) ET CONTRE L'AUSTERITE

Le comité contre la ratification du TSCG, constitué le 19 septembre par des citoyens, élus et militants de toutes tendances (PCF, PG, POI, EE-LV) a commencé d'organiser dans l'unité le combat contre le TSCG : manifestation le 30 septembre, délégation au député PS D. Goldberg pour lui demander de voter non au TSCG.

Lors de la réunion du 17 octobre, les participants ont décidé de continuer le combat contre ce traité, pour son abrogation, comme le font les travailleurs et les peuples de Grèce, d'Espagne et du Portugal, soumis à la dictature de la « troïka » (FMI, Banque centrale européenne, Union européenne).

Ils ont également décidé de préparer la Conférence du 1er décembre « Contre la dictature de la troïka et du TSCG » soutenue par un appel de plus de 500 militants d'origines diverses.

Lors de cette réunion, le débat a porté sur :

- Le budget 2013 du gouvernement Ayrault-Hollande discuté à l'Assemblée nationale depuis mardi 16 octobre qui prévoit 36,9 milliards de réduction des déficits, essentiellement par les suppressions de postes de fonctionnaires et par l'augmentation des prélèvements par les impôts et sur les pensions des retraités.
- La restructuration des Hôpitaux, engagée par le précédent gouvernement Sarkozy. Celle-ci se poursuit, au détriment des malades et des personnels hospitaliers.

Les membres du comité se prononcent pour l'abrogation de la loi Bachelot (ce que refuse la nouvelle Ministre Marisol Touraine) qui remet en cause le droit aux soins, par les fermetures de services (comme les urgences de l'Hôpital de Montreuil, les malades et accidentés devant se rendre à l'Hôpital Ballanger!), la tarification à l'activité (T2A).

- Ils sont avec les instituteurs du 93 qui ont fait grève le 11 octobre et ont manifesté à un millier avec tous les syndicats et les parents, devant le Ministère de l'Education nationale, pour exiger que les maîtres manquants soient nommés. Et on sait qu'au-delà des effets d'annonces, il n'y aura aucun enseignant supplémentaire les prochaines années !
- Le débat a porté également sur l'acte III de la décentralisation, décidé sous l'ancienne majorité et repris par l'actuelle : les Préfets imposent les regroupements de communes en vastes intercommunalités et métropoles, souvent contre l'avis des conseils municipaux, afin de supprimer des milliers de postes d'employés communaux, et mieux externaliser et privatiser les services. Même si des nuances subsistent entre les différents militants qui composent le comité, tous sont au côté des nombreux élus, qui hier ont fait chuter la majorité de droite au Sénat et aujourd'hui s'opposent toujours à l'intercommunalité forcée.
- Les membres du comité constatent qu'au niveau local, le maire PS, Gérard Segura, s'est déjà engagé dans une politique de réduction des déficits publics et de recherche effrénée de la rentabilité au détriment de la population. Celle-ci ne peut que s'aggraver considérablement avec l'application du TSCG.

LOGEMENT HLM : Il a poussé à l'absorption d'Aulnay Habitat, l'OPH d'Aulnay, par l'Office départemental d'Habitat, et imposé une augmentation de 16% du loyer pour les nouveaux locataires ! Alors que les nombreuses opérations immobilières amènent à construire des logements pour la plupart inaccessibles aux jeunes couples frappés par la crise.

SERVICES PUBLICS : - L'entretien des écoles a été privatisé par l'ancienne municipalité UMP. Au lieu de remunicipaliser, l'actuelle municipalité a désigné un nouveau donneur d'ordre qui surexploite les femmes de ménage.

Il faut au contraire remunicipaliser tous les services privatisés.

Enfin, même si les avis peuvent être différents sur l'avenir de l'automobile, le comité se prononce pour le maintien du site de PSA, le maintien des 3300 salariés qui y travaillent, dont plusieurs centaines d'Aulnaysiens, et donc pour le retrait du plan Varin comme de tous les plans qui justifient et accompagnent la politique de PSA. L'heure n'est pas à proposer une reconversion du site qui se ferait au détriment de l'immense majorité des salariés actuels.

La prochaine réunion du comité a lieu jeudi 15 novembre à 19h30, salle Dumont